



**Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839
29228 BREST CEDEX 2
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

fo.ddfip29@dgifp.finances.gouv.fr
Site Web : <http://www.fo-dgifp-sd.fr/029/>

CHS-CT DU 17 MARS 2016
COMPTE RENDU

Le CHS-CT s'est tenu à Châteaulin le 17 MARS 2016 sous la présidence de Mme Catherine BRIGANT, en présence de Mme BOUVET et M JOLIVET.

Budget 2015- bilan :

Le programme des actions 2015 s'élève à 160 561,43 €. L'ensemble des opérations initialement prévues a été réalisé, à l'exception de la rénovation de l'accueil de la Trésorerie de Lesneven dont le montant des travaux à prévoir s'élevait à 29 718 € (prévisionnel : 18 000 €). En réponse à nos demandes d'explication sur ce point, Madame BOUVET a indiqué que les autres espaces de travail méritaient aussi d'être rénovés sur ce site, et que compte tenu de l'ampleur des travaux à prévoir, la Direction envisageait un relogement. Des contacts sont en cours avec les responsables de la Mairie.

Budget prévisionnel 2016 :

Ce budget 2016 s'élève à 155 090 €, il est en baisse de 3,4 % par rapport à celui de l'année passée. A l'issue du groupe de travail du 25 février 2016, les propositions d'actions qui ont pu émerger sont les suivantes :

Châteaulin : Création d'une rampe d'accès PMR à l'entrée du pignon permettant l'accès à la salle de formation et à l'espace restauration. Outre la rampe, il faut également prévoir une ouverture adaptée des portes et portail : les crédits spécifiques seront sollicités : 7 000 €.

Châteaulin : mise en œuvre d'une rampe de tenue manuelle sur l'escalier intérieur (3 marches) du rez de jardin : 500 €.

Châteaulin : mise en œuvre d'une rampe de tenue manuelle sur l'escalier de secours extérieur (pignon nord) : 2 000 €.

Quimper Ty nay : réalisation d'un ragréage du sol des archives (cofinancement) total estimé 6000 € : 3 000 € pris en charge par le CHS-CT.

Brest Duquesne : nettoyage approfondi des 2 parkings souterrains ainsi que des escaliers correspondants (co-financement) total estimé 5000 € : 2 500 € pris en charge par le CHS-CT.

Carhaix : éclairage du parking, sécurisation de l'accès au site et de la circulation des personnes, total estimé 4000 € : 4000 € pris en charge par le CHS-CT.

Douarnenez : éclairage du parking, sécurisation de l'accès au site et de la circulation des personnes. Financement Direction, total estimé :4000 € / CHS-CT : 0 €.

Morlaix Pouliet : mise en œuvre de films occultants (vitrophanie) sur le local caisse et le hall d'accueil (co-financement) total estimé 600 € : 300 € pris en charge par le CHS-CT.

Quimper Pilven : réaménagement espace accueil « caisse » pour une meilleure ergonomie (après expertise SG cellule immobilière de Nantes, visite prévue en avril) : 6 000 €.

Quimperlé : réaménagement espace accueil «caisse» (après expertise SG cellule immobilière de Nantes : visite du site effectuée le vendredi 26 février) : 15 000 €.

Douarnenez : amélioration acoustique Trésorerie (après expertise SG cellule immobilière de Nantes, visite prévue en avril) : 8 000 €.

Divers sites / amélioration acoustique : (dotation complémentaire des services après essais et notamment après campagne IR) : 2 SIP Brestois : 15 000 €.

Divers sites / mises aux normes des installations électriques : (en fonction des constats contenus dans les rapports de vérification) : 10 000 €.

Morlaix Pouliet –Brest – Quimper :acquisition de défibrillateurs (emplacement à définir pour Quimper, Brest et Morlaix après enquête sur existence de tels appareils à proximité de nos immeubles) (3 unités à 1618,80€) : 4 856 €.

Tous sites : mise à disposition des gestionnaires de boîtiers muraux contenant l'ensemble des registres à tenir : achat des boîtiers (34 unités à 46,17 €) et impression des registres (35 unités à 38,27 €) : 2 910 €.

Tous sites : acquisition d'une machine de dépoussiérage (à disposition du service logistique) : 3 200 €.

Tous sites : Acquisition de trousse de secours (35 unités à 34,68€) : 1 215 €.

Tous sites : « enveloppe Médecin » : 25 000 €.

Tous sites formations : 15 000 €.

Le total de ces propositions s'élève à **125 481 €** sur une enveloppe globale de **155 090 €**, d'autres actions complémentaires pourront être envisagées lors d'un prochain CHS-CT, lorsque la note d'orientation ministérielle aura été publiée.

En relation avec ces propositions d'actions 2016, **F.O.- DGFIP29** a soulevé plusieurs points :

Concernant les dysfonctionnements des installations électriques du Centre des Finances de Carhaix, **F.O.-DGFIP29** a demandé des informations sur l'expertise commandée par la Préfecture du Finistère sur le sujet ; Madame BOUVET a répondu que la Préfecture, dans le cadre du programme régional 309, envisageait de « prioriser » certains travaux en 2016 et 2017. Affaire à suivre donc, en espérant que cette « priorisation » apportera des améliorations à une installation électrique peu fiable...

Sur le sujet du déploiement de défibrillateurs sur les sites de Brest-Morlaix-Quimper, **F.O.- DGFIP29** a posé la question de la formation inhérente à ces dispositifs, et notamment si celle relative aux premiers secours et programmée dans le budget 2016 intégrait cette thématique. La Présidente a souligné qu'en effet ce déploiement nécessitait un besoin de recensement sur le plan de la formation, voire la mise en œuvre d'un programme de recyclage, afin d'élaborer en cas d'urgence la chaîne des secours.

Une réunion avec les gestionnaires de site devrait se tenir en avril et à cette occasion il devrait être notamment décidé du choix du matériel en concertation avec le Docteur GUILLOUD.

Concernant le recensement des formations exprimé par les agents lors de ce CHS-CT, **F.O.- DGFIP29** a déploré que bon nombre de petites structures étaient absentes de ce plan 2016, ce que la Direction a confirmé en expliquant avoir reçu des états « néant »...

Pour **F.O.-DGFIP29**, cette réponse n'est pas satisfaisante et malheureusement révélatrice des difficultés rencontrées dans certains services ou les collègues préfèrent s'auto censurer plutôt que de participer à ces formations dans le cadre du CHS-CT.

Toujours sur le sujet des formations, **F.O.- DGFIP29** a souligné que la prévision d'une seule session « risques routiers » ne suffirait certainement pas à couvrir les besoins, compte tenu notamment des missions itinérantes exercées par les équipiers de renfort et aussi les vérificateurs : Nous avons donc revendiqué la programmation de 3 sessions de formation aux « risques routiers ».

Dans le cadre de la visite prochaine du responsable de la cellule immobilière de Nantes à Quimperlé, **F.O.- DGFIP29** est revenu sur le plateau de travail de la Trésorerie de Quimperlé où travaillent 12 agents. Si des améliorations ont pu être apportées lors des précédents travaux, il n'en demeure pas moins que le nombre important de collègues sur une surface relativement resserrée, n'est pas sans provoquer des nuisances sévères sur le plan acoustique. Nous avons exigé que l'administration prenne ses responsabilités sur ce point directement lié à une dégradation des conditions de travail, et la Direction s'est engagée à y apporter une mesure concrète de prévention.(cloisonnement).

En réponse à notre déclaration liminaire sur la question de la sécurisation du site de Morlaix, Madame BOUVET nous a indiqué que des discussions étaient en cours avec la SNI et les services de la ville de Morlaix pour envisager un dispositif de plots visant à limiter le franchissement. En collaboration avec les services de la sous Préfecture, un exercice de sécurité visant à simuler une situation d'envahissement des locaux, devrait avoir lieu prochainement au Centre des Finances du Pouliet. **F.O.- DGFIP29** reste vigilant sur la mise en œuvre de cette protection du Centre de Morlaix, revendication que nous avons portée auprès du Préfet du Finistère dès le 23 septembre 2014 quelques jours après l'attaque et l'incendie des locaux.

F.O.- DGFIP29 à l'origine de l'organisation de la première conférence sur la souffrance au travail en fin d'année 2014, a noté positivement le fait que notre demande dans le cadre de ce budget 2016, ait pu être prise en compte. Actuellement il y a 32 collègues inscrits pour une réunion qui pourra accueillir environ 40 participants.

A l'issue, de ce débat ayant suivi ces propositions d'actions 2016, **F.O.- DGFIP29** a émis un vote d'abstention sur ce budget qui s'inscrit dans le cadre d'une réduction significative de son enveloppe. Vote des autres OS : Solidaires-CGT-CFDT : Pour.

Dispositif de mise en place d'une délégation d'enquête :

Suite au groupe de travail du 1^{er} mars 2016, qui avait procédé à la mise en œuvre d'un dispositif visant à mettre en place une délégation d'enquête du CHS-CT suite au suicide d'un collègue, cette séance plénière a validé et finalisé ce processus.

Ainsi le CHS-CT a pu se prononcer favorablement sur la transmission aux agents de Douarnenez d'une lettre de présentation, précisant l'objet de l'enquête et d'un questionnaire, dans un cadre respectant absolument l'anonymat et le volontariat.

Une réunion de présentation de la démarche a d'ailleurs pu se tenir dès le lendemain, vendredi 18 mars après midi, en présence des membres de la délégation d'enquête et de l'assistant de prévention M JOLIVET.

Présentation des rapports ISST :

Madame COLAS (Inspectrice santé sécurité au travail), a présenté ses rapports sur les sites de Châteaulin, Crozon, Landerneau.

F.O.- DGFIP29 a souligné que les situations décrites au sein de ces rapports n'étaient pas figées et évoluaient au fil du temps. Concernant les réponses apportées par l'administration suite aux préconisations de l'administration, nous avons demandé qu'un tableau de suivi

puisse nous être communiqué plus régulièrement, proposition qui a été retenue par la Présidente, Madame BRIGANT.

Examens des fiches de signalements :

Depuis longtemps **F.O.-DGFIP29** demandait la production des fiches de signalements devant retracer les situations difficiles auxquelles sont confrontés les collègues sur le terrain, que ce soit en interne au service, ou en externe dans le cadre des relations avec les usagers.

Pas moins de 28 fiches de signalements nous ont donc été présentées dont la plupart font état de situations d'agressions souvent verbales avec les usagers que ce soit au guichet ou par téléphone.

Nous avons demandé à la Direction de veiller au rappel et au respect des directives en pareilles situations à savoir :

- Qu'en cas de situation dégradée, ce n'est pas à l'agent de guichet de gérer le conflit, et que si possible le chef de service, ou à défaut un adjoint de celui-ci, doit pouvoir reprendre le contact avec l'usager récalcitrant ;
- Que le collègue agressé doit systématiquement informer sa hiérarchie et formaliser l'incident au moyen de la fiche de signalement ;
- Qu'en concertation avec l'agent, l'administration doit prendre ses responsabilités, notamment par une lettre de mise en garde à l'usager, voire un signalement au procureur de la République, la décision du dépôt de plainte incombant à l'agent.

Comme nous l'avons indiqué à la Présidente, ces signalements mettent une fois de plus en exergue le difficile contexte d'exercice des missions et notamment l'accueil, exposé à un climat social de plus en plus tendu. S'y ajoute aussi le contexte des effectifs réduits qui ne peut qu'accroître les difficultés, ce qui trop souvent contribue à transformer le front office en ligne de front !

Calendriers des visites de services 1^{er} semestre 2016 :

Trésorerie de Plabennec le 25 avril 2016, Trésorerie de Brest CHU le 23 mai 2016, SIP de Brest et Quimper en juin 2016.

Questions diverses :

Site de Quimper Pilven : Des mesures pour rechercher la présence de Radon ont été effectuées sur le site de Quimper Pilven cet hiver, au niveau du 1^{er} sous sol, mesures qui ont révélé dans un des six locaux, une densité de radon à hauteur de 1276 Becquerels par m³ d'air, la norme admise étant de 1000 Bq/m³. A ce stade, le rapport du cabinet Véritas n'a pas été encore communiqué, il devrait apporter prochainement des préconisations pouvant consister notamment en une ventilation mécanique du local.

Selon l'assistant de prévention M JOLIVET, ce dépassement au-delà de la limite réglementaire des 1000 Bq, ne présenterait pas de dangerosité avérée.

Brest Duquesne : En réponse à notre déclaration liminaire, Madame BOUVET a confirmé que la zone d'accueil de Brest Duquesne avait eu un accord de principe de la Centrale pour faire entrer ce site dans le périmètre du plan urgence sécurité 2016. Une délégation de la DG en charge de la sécurité devrait se déplacer à Brest prochainement. Affaire à suivre...

La délégation F.O.-DGFIP29 : Florence JAVELOT (EDR) ; Michelle GALLY (EDR) ; Patrick VELIN (SIP Quimper Ouest) ; Erick GUERRY (Permanent **F.O.-DGFIP**).

F.O.- DGFIP LE SYNDICAT LIBRE ET INDEPENDANT POUR VOUS DEFENDRE !

N'HESITEZ PAS A NOUS REJOINDRE